

DÉPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR
COMMUNE DE VER-LES-CHARTRES

**Arrêté de police de la circulation
RD 127
Arrêté 2020-031**

LE MAIRE DE VER-LES-CHARTRES,

VU la loi N° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2, L 2212-2 et L 2131-1 ;

VU l'article R 610-5 du code pénal ;

VU le Code de la Route et notamment le chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 4 des parties législatives et réglementaires relatif au pouvoir de police de la circulation ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 Novembre 1992 modifié ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU la demande faite en mairie formulée par la société COLAS, Agence de Chartres – 11 rue du 19 mars 1962, 28630 Le Coudray – représentée par M. Dumaine, par laquelle elle sollicite la réglementation de la circulation sur la RD 127 (rue de la Barrière et rue de Chartres) à Ver-lès-Chartres pendant les travaux de réfection ponctuelle de bordures, prévus à partir du 16 juin 2020 pour une durée de 4 jours calendaires ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation de ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation routière et d'assurer la sécurité des ouvriers ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ier} : Pendant la durée des travaux prévus à partir du 16 juin 2020 pour une durée de 4 jours calendaires, la circulation sera temporairement réglementée sur la RD 127 (rue de la Barrière et rue de Chartres) à Ver-lès-Chartres, dans les conditions définies ci-après.

Il est autorisé un empiètement sur chaussée, avec une chaussée maintenue à une largeur de 3,50 mètres.

Aucun stationnement de véhicules légers ou poids lourds ne seront autorisés sur l'emprise de la zone de travaux, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

ARTICLE 2 : La signalisation du chantier découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions susvisées et mise en place par la société COLAS, à sa charge, et sous sa responsabilité.

ARTICLE 3 : Compte tenu du contexte sanitaire actuel, la mise en place des gestes barrières ainsi que toutes préconisations sanitaires sécuritaires COVID-19 seront établies et mis en place par la société COLAS, à sa charge et sous sa responsabilité.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, par affichage en mairie et affichage sur le chantier.

ARTICLE 5 : Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

ARTICLE 6 : La présente décision est susceptible d'être déférée devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Monsieur le Maire et chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'application du présent arrêté. Une ampliation sera adressée à la société COLAS chargée des travaux, et à la brigade de gendarmerie de Thivars.

Fait à Ver-lès-Chartres, le 12 juin 2020

Le Maire-Adjoint

Ludovic LECOIN



Diffusions

Le bénéficiaire pour attribution ;
La commune de **VER-LES-CHARTRES** pour affichage et publication ;
Le Conseil Départemental d'Eure-et-Loir pour information ;
La gendarmerie de Thivars pour information ;
Le service de transports publics et scolaires pour information.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.